

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM)
PLATEFORME OCEAN ET CLIMAT (POC)

OCEAN, CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET MIGRATION HUMAINE

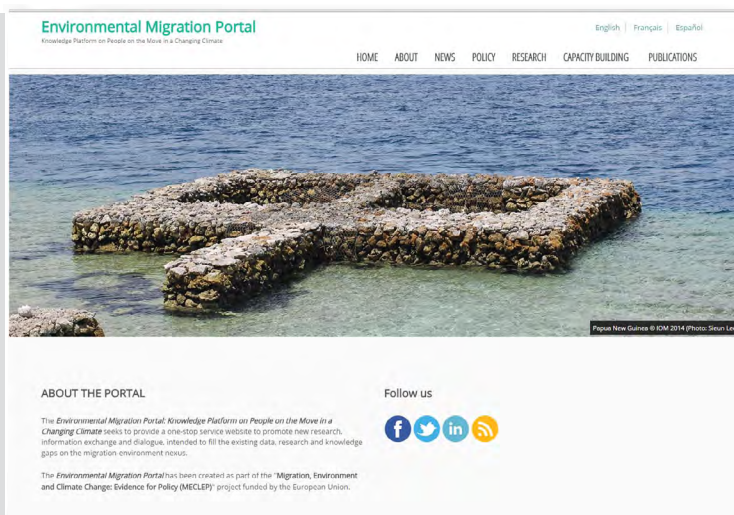


Organisation internationale pour les migrations

Pour plus de renseignements sur le travail de l'OIM autour de la thématique migration, environnement et changement climatique, merci de vous rendre sur le Portail sur la migration environnementale

www.environmentalmigration.iom.int/fr

Suivez l'OIM sur Twitter : [@IOM_MECC](https://twitter.com/IOM_MECC)



Pour plus de renseignements sur le travail de la Plateforme Océan et Climat, merci de vous rendre sur le site de la POC

www.ocean-climate.org/

Suivez la POC sur Twitter : [@ocean_climate](https://twitter.com/ocean_climate)



Couverture : Un habitant d'un atoll de Carteret.
Muse Mohammed © OIM 2016

Ce document a été préparé par Christine Causse (Conseillère scientifique à Nausicaá, Centre national de la mer, Boulogne-sur-Mer), Daria Mokhnacheva (Spécialiste thématique en Migration, environnement et changement climatique à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)), et Guigone Camus (Anthropologue, Doctorante à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Conseillère scientifique de la Plateforme Océan et Climat), en coordination avec Françoise Gaill (Coordinatrice du Comité scientifique de la Plateforme Océan et Climat, Conseillère scientifique de l'Institut écologie et environnement (INEE), Centre national de la recherche scientifique (CNRS)), et Dina Ionesco (Chef de la Division Migration, environnement et changement climatique à l'OIM).

OCEAN, CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET MIGRATION HUMAINE

Quels sont les enjeux ?

L'océan est fondamental pour les équilibres naturels qui permettent la vie sur notre planète. Son importance dans la régulation du climat le place au cœur des enjeux économiques et sociaux du changement climatique, et notamment des enjeux relatifs à la migration environnementale. Car s'il limite le réchauffement climatique, il est fortement perturbé par ce bouleversement majeur. Plus chaud, plus acide, moins bien oxygéné, il se transforme. Son rôle de régulation, ainsi que les services écosystémiques qu'il fournit, sont menacés. La capacité d'absorption des chocs climatiques, par la planète et par ses populations, ainsi que leurs modes d'adaptation aux déséquilibres, en sont affectés.

Les modifications que l'océan subit participent à l'élévation du niveau de la mer et à l'augmentation de la fréquence de phénomènes climatiques destructeurs, tels que les tempêtes de type cyclonique ou les marées de très grande amplitude. Ces modifications notables de l'environnement marin ont des conséquences sur la sécurité et la vulnérabilité des communautés humaines (inondations, érosion des côtes) ainsi que des conséquences économiques, et peuvent être à l'origine de mouvements migratoires forcés ou volontaires.

Quel est le rôle de l'océan ?

L'océan échange en permanence des gaz, de l'eau et de la chaleur avec l'atmosphère, et il les redistribue autour du globe ; ces mécanismes sont

déterminants pour le climat mondial. Il possède également un rôle de régulation qui permet de limiter le réchauffement global. En effet, ses eaux absorbent plus de 90 % de l'excès de chaleur généré par l'augmentation de l'effet de serre. Par ailleurs, il absorbe également près d'un quart du CO₂ émis par les activités humaines. L'océan modère donc les fluctuations du climat qui, si elles n'étaient régies que par l'atmosphère, seraient beaucoup plus rapides.

Cependant, ses capacités de stockage de la chaleur et du CO₂ ne sont pas infinies et sa faculté d'absorption tend à baisser dans certaines régions océaniques. Les mécanismes de « pompe à carbone » qu'il assure sont d'ordre physique et biologique. Si la répartition de la biodiversité marine, et notamment du plancton végétal, ou bien si certains paramètres physiques (température, salinité, pH) subissent des variations brutales, alors le rôle de régulation de l'océan risque d'être affecté. Même si elles ont un impact variable d'une région à l'autre, les conséquences du réchauffement se font sentir dans l'ensemble de l'océan mondial. Les observations scientifiques montrent que ses eaux se réchauffent, deviennent plus acides et sont moins bien oxygénées. Non seulement ces paramètres affectent ses capacités à maintenir son rôle de régulation et sa résilience face aux perturbations climatiques, mais ils ont également des conséquences immédiates sur les côtes et les écosystèmes marins.

Un océan en bonne santé, c'est un climat préservé : c'est sur ce constat que se sont accordés les représentants des États qui se sont réunis à l'occasion de la COP21, à Paris, fin 2015.

La COP21 et l'Accord de Paris

Le 12 décembre 2015, un accord historique pour lutter contre le changement climatique a été adopté à Paris par 195 pays. Pour la première fois, l'océan figure dans un texte additionnel de la Convention pour le climat. Cité dans le préambule du texte final (« *notant qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans...* »), cette mention est le signe d'une prise de conscience mondiale quant à l'importance des liens entre océan et climat. Et pour permettre de renforcer encore la prise en compte du rôle de l'Océan, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a décidé en avril 2015 de réaliser un Rapport Spécial qui sera consacré aux interactions entre le climat, l'océan et la cryosphère.

L'Accord de Paris représente également une avancée majeure en matière de reconnaissance des liens entre la migration humaine et le changement climatique, en faisant référence pour la première fois aux migrants dans le préambule du texte final¹, et en demandant la création d'un groupe de travail spécial pour : « *élaborer des recommandations relatives à des démarches intégrées propres à prévenir et réduire les déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques et à y faire face* ».²

Quels sont les liens entre l'océan, les changements climatiques et la mobilité humaine ?

Les modifications liées au changement climatique affectant l'océan mondial ont des impacts directs sur les populations insulaires et littorales. Mais leurs répercussions vont bien au-delà de ces seules régions : l'environnement, l'économie et les modes de vie de nombreuses communautés peuvent se voir fragilisés.

¹ Décision 1/CP.21 de la CCNUCC, préambule p.2: « Conscientes que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière et que, lorsqu'elles prennent des mesures face à ces changements les Parties devraient respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'Homme [...] (et) des migrants [...] ».

² Décision 1/CP.21 de la CCNUCC, Pertes et préjudices – articles 49 et 50, p. 8.

La hausse du niveau des mers

Selon le rapport du GIEC de 2014, le niveau moyen global de la mer a augmenté de près de 20 cm au cours de la période 1901-2010. Il est par ailleurs probable que les niveaux extrêmes (lors de tempêtes par exemple) ont augmenté depuis 1970. Les modélisations les plus récentes font état d'une élévation du niveau de la mer de près de 2 m à la fin du siècle. Si cette élévation n'est pas uniforme dans toutes les régions, son rythme risque de s'accélérer dans les années à venir.

Cette hausse du niveau moyen des eaux marines provoque une érosion des côtes ; cette dernière entraîne une perte des terres arables et des réserves hydriques du fait de la salinisation des sols et des nappes phréatiques. Les côtes reculent et les inondations menacent lors des épisodes de très grandes marées ou de tempêtes violentes - des événements qui ont de surcroît tendance à se multiplier, menaçant de plus en plus les communautés côtières rurales et urbaines et causant régulièrement des déplacements forcés.

Les installations côtières (habitations, infrastructures, industries, activités agricoles et aquacoles) sont particulièrement vulnérables face à ces phénomènes météorologiques. Ils peuvent en effet engendrer d'importants dégâts économiques mais aussi des pertes humaines.

Or, nombre de grandes métropoles sont situées à proximité du littoral – notamment en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est. Les zones côtières les plus basses, telles que les grandes plaines deltaïques, particulièrement attractives en raison de leur richesse en ressources et en raison de leur accès aux voies maritimes, comptent parmi les zones les plus densément peuplées au monde. Ainsi, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, 40 millions de personnes habitant les grandes villes côtières sont aujourd'hui menacées de submersion ; ce chiffre ne pourra que croître avec la hausse de la population mondiale et la tendance à l'urbanisation.

Les petits États insulaires se trouvent également en première ligne face au réchauffement climatique. L'érosion, la salinisation et la perte de terres sont déjà une réalité pour ces nations ne disposant que de superficies habitables et cultivables limitées.

La biodiversité marine et l'impact sur les moyens de subsistance

Le réchauffement, l'acidification et la désoxygénation des eaux, affectent les espèces marines et perturbent les chaînes alimentaires de l'océan.

Si certaines espèces s'adaptent, d'autres migrent vers des eaux plus froides en profondeur ou vers le nord, voire disparaissent. La pêche et l'aquaculture sont impactées par ces déplacements de la faune marine. L'acidification affecte le phytoplancton élaborant un squelette calcaire, la croissance des larves de poissons, l'édification de la coquille de certains mollusques mais aussi le développement des récifs coralliens, qui abritent des milliers d'espèces marines.

La désoxygénation (les eaux plus chaudes contiennent moins d'oxygène et l'augmentation de la stratification liée au réchauffement des eaux en surface diminue la ventilation) affecte aussi bien les zones côtières que la haute mer. Elle pourrait, elle aussi, avoir des conséquences majeures sur la conchyliculture, l'aquaculture et la pêche.

À ces modifications s'ajoutent une surexploitation des écosystèmes marins fragilisés par la pollution et une gestion des ressources et des activités humaines non durables, comportements qui accélèrent encore leur dégradation.

Dans de nombreuses régions, les rendements générés par des activités économiques, telles que la pêche, diminuent. Les PMA (Pays les moins avancés) sont généralement les plus impactés : leurs infrastructures côtières sont plus fragiles (nombre d'entre elles sont situées dans des zones touchées par les tempêtes tropicales) et la subsistance des populations est souvent fortement liée à la pêche. Pour certains pays, tels les PEID (Petits États insulaires en développement), c'est toute l'économie du pays qui est menacée. D'autres doivent faire face à un afflux de populations originaires du littoral vers l'intérieur des terres ou vers les grandes villes, à la recherche de davantage de sécurité et de nouveaux moyens de subsistance. Des sociétés aux modes de vie traditionnels peuvent ainsi être contraintes de changer très rapidement, en vue de s'adapter aux bouleversements majeurs que subissent leurs conditions de vie. Ce phénomène peut entraîner une perte de repères culturels et identitaires,

un sentiment d'insécurité, et une érosion des traditions et du savoir autochtone. Pour certaines de ces communautés, la migration devient la seule solution répondant aux défis posés par le changement climatique.

Déplacements des populations vulnérables

Depuis 1990, le GIEC observe que le changement climatique risque de provoquer une augmentation des déplacements de populations, principalement dans les pays en développement et les communautés les plus pauvres, et plus particulièrement dans les régions côtières et les îles basses. En effet, la migration et les déplacements forcés liés aux impacts du changement climatique sur l'océan et sur la dégradation des écosystèmes marins constituent déjà une réalité dans de nombreuses régions du monde.

Ainsi, les déplacements forcés consécutifs à des inondations ou à l'érosion côtière ont déjà eu lieu dans de nombreux pays. Certains gouvernements (au Vietnam, au Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée par exemple) mettent en œuvre des stratégies de relocalisation des communautés vulnérables.

La migration peut également constituer une stratégie collective pour les communautés dont les moyens de subsistance dépendent fondamentalement de ressources marines aujourd'hui menacées. Ainsi par exemple, au Sénégal, la baisse des rendements halieutiques amène les habitants de villages côtiers à migrer vers les villes afin de rechercher de nouvelles sources de revenu.

Le 5e rapport d'évaluation du GIEC (2015) mettait en exergue le fait que les populations qui ne possèdent pas les moyens de planifier leur migration sont soumis à une exposition plus élevée aux événements météorologiques extrêmes et ce, en particulier, dans les pays en développement à faible revenu. Dans ce contexte, il est important d'insister sur le fait que la migration peut constituer une stratégie de réinvention et de régénération des modes de vie et des moyens de subsistance.

Quelles solutions ?

Certains scénarios catastrophes de dégradation des écosystèmes marins et de déplacements forcés de populations peuvent être anticipés. Une gestion plus durable des ressources naturelles marines, une mise en œuvre de projets de conservation et de réhabilitation d'écosystèmes, des initiatives de réduction de risques de catastrophes, des politiques d'adaptation au changement climatique, une création d'emplois alternatifs, ou encore une migration planifiée et facilitée, constitueraient autant de propositions destinées à réduire la vulnérabilité des milieux naturels et des communautés qui en dépendent.

Gérer durablement les services écosystémiques et les ressources

L'importance des écosystèmes marins pour les populations humaines se mesure en termes de services et en termes de ressources. Ils jouent un rôle essentiel dans les politiques d'atténuation (actions permettant de réduire l'effet de serre) en absorbant du CO₂ et dans les politiques d'adaptation au changement climatique. Protection, réhabilitation et gestion durable des services écosystémiques, notamment en s'appuyant sur le savoir autochtone, peuvent contribuer à protéger les communautés qui en dépendent, renforcer leurs moyens de subsistance, et ainsi prévenir les migrations forcées.

Conservation et restauration des services écosystémiques

Les herbiers sous-marins, les zones humides littorales, les mangroves et les récifs coralliens agissent comme des puits de carbone. Constituant une zone tampon avec la mer, ils jouent également un rôle de protection des côtes : on estime qu'ils absorbent de 75 à 90 % des vagues et de la houle et qu'ils diminuent ainsi de façon importante la force érosive de celles-ci. Enfin, ces écosystèmes représentent une sécurité alimentaire et une réserve de matières premières, et génèrent des activités économiques. En décembre 2015, lors de la COP21, Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI), cosignait avec l'Union européenne une déclaration reconnaissant « l'importance des menaces et des défis créés par les changements climatiques, en particulier l'élévation du niveau de la mer,

l'accroissement des risques naturels, la perte de la biodiversité et leurs conséquences économiques et financières »³. La protection, la gestion durable et la restauration de ces écosystèmes, sont donc reconnues comme participant de la lutte contre les dangers climatiques et contre la pauvreté.

Le développement de réseaux d'aires marines protégées pourrait également permettre une meilleure conservation de la biodiversité, tout en préservant des activités traditionnelles de subsistance, en s'appuyant sur les savoir-faire et les modes de gouvernance des populations locales. De nombreux projets de restauration ont déjà été entrepris, aussi bien dans des PEID que le long des côtes et des estuaires particulièrement fragilisés de pays non insulaires. La réhabilitation des récifs coralliens par le développement de récifs artificiels (structures à implantations de boutures), la replantation de mangrove et la protection de zones humides, ont un impact immédiat. En effet, ces démarches participent à la protection des terres et des populations en fournissant aux communautés du littoral des ressources, ce qui améliore leurs moyens de subsistance.

Soutenir les populations vulnérables

Face aux risques de survenue d'événements extrêmes, les politiques et les programmes de gestion des risques et de réponses aux catastrophes doivent à l'évidence être renforcés. Ils doivent notamment mieux prendre en compte les besoins des populations les plus vulnérables, afin de mieux planifier et de mieux gérer les déplacements forcés de populations (déplacements pouvant faire suite à des inondations ou à des tempêtes par exemple).

La préparation des populations face aux risques côtiers au moyen de programmes de formation et de campagnes d'information, apparaît elle aussi comme un soutien prioritaire destiné à aider ces populations à mieux répondre aux catastrophes, à mieux s'adapter au changement climatique et à mieux gérer les ressources (eau, ressources alimentaires, etc.).

Afin de réduire la vulnérabilité des communautés exposées aux risques, que ceux-ci soient en lien avec des catastrophes soudaines ou des dégradations

³ Source : revue de presse de la COI produite par le centre de documentation.

lentes (salinisation des terres et des réserves d'eau douce par exemple), une relocalisation des populations peut être envisagée comme une solution, dès lors qu'elle est anticipée, réalisée en consultation avec les populations, et qu'elle s'accompagne de politiques et de plans à long terme prenant en compte les besoins spécifiques des communautés concernées. Ces plans peuvent désigner des zones de relogement, ou, lorsque le territoire est limité, envisager d'autres solutions. Aux Maldives, par exemple, des îles artificielles construites en comblant des zones de lagon accueillent aujourd'hui un aéroport, un hôpital, des logements et des écoles. De son côté, du fait de la submersion partielle et de la salinisation des sols, la République de Kiribati a déjà acheté des terres à Fidji (28 km²) afin, dans un premier temps, de pouvoir cultiver des plantes nourricières et de subvenir aux besoins alimentaires d'une partie de la population en cas de risques extrêmes.

D'autres pays comme les îles Tuvalu, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Tonga ou les îles Cook, ont également réfléchi à la relocalisation de leurs populations à plus ou moins long terme. Ces pays mentionnent aujourd'hui la migration et la relocalisation planifiée dans leurs plans nationaux d'adaptation au changement climatique.

Certains États commencent à reconnaître les bénéfices de la migration et le potentiel des migrants dans la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation, notamment à travers le transfert de compétences ou les envois de fonds ciblés. À travers la suppression de frais sur les transferts ou encore la création de fonds spéciaux, les îles Samoa et l'Indonésie ont ainsi facilité l'envoi de fonds par leurs diasporas. Certaines de ces aides financières sont destinées à l'aide à la reconstruction qui fait suite aux catastrophes naturelles. D'autres pays innovent dans leur création de mécanismes d'investissements dans le but d'attirer les capitaux de leurs diasporas vers des projets d'adaptation au changement climatique (des projets qui pourraient par exemple inclure la réhabilitation des écosystèmes marins ou le développement de techniques de pêche durable).

D'autres encore, notamment les PEID, développent des accords de migration bilatéraux ou régionaux, qui pourraient également permettre aux populations touchées par les conséquences

néfastes du changement climatique de diversifier leurs ressources par le recours à l'emploi à l'étranger.

Coopérer pour avancer

En avril 2016, lors de la signature de l'Accord du climat aux Nations unies, de nombreux chefs d'États et de gouvernements ont fait part de leurs attentes et de leurs espoirs. Mr. Ahmed Ali Say, Ministre délégué chargé de la coopération internationale de Djibouti, a ainsi déclaré : « La désertification, l'appauvrissement des sols, l'assèchement des puits, les inondations, l'augmentation du niveau de la mer sont des aléas récurrents contre lesquels les populations se battent avec leurs maigres moyens. Aussi, doit-on ancrer l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques au centre des actions visant à combattre la pauvreté dans tous nos pays ». Les représentants de nombreux pays en développement ont également souligné le fait que leurs émissions de gaz à effet de serre sont très faibles, mais leurs populations sont néanmoins parmi les plus exposées aux catastrophes climatiques, d'où un appel quasi unanime à la solidarité internationale. En effet, la mobilisation au niveau mondial, l'établissement de politiques de partenariats et de coopération pour le développement, le transfert de technologies et le déblocage de financements internationaux afin de développer les politiques d'atténuation et d'adaptation sont essentiels pour limiter les impacts du changement climatique et les déplacements de population.

En quoi consiste le partenariat entre l'OIM et la POC ?

La reconnaissance croissante des liens entre océan, climat et migrations humaines a incité l'OIM et la Plateforme Océan et Climat (POC) à s'associer en vue de soutenir l'action visant à répondre à ces défis croissants.

Ce partenariat innovant repose sur trois domaines de collaboration : (a) l'amélioration de la compréhension et la sensibilisation sur l'interaction entre ces trois champs ; (b) un plaidoyer commun en faveur de l'intégration de ces thématiques dans les processus politiques clés au niveau international, régional et national ; et (c) le développement de nouvelles solutions, le renforcement des capacités et le soutien à la mise en œuvre de projets et de

programmes au niveau régional, national et local afin de répondre aux problématiques autour des changements de l'océan et des écosystèmes marins, des changements climatiques et de la migration, et de soutenir les populations les plus vulnérables.

A propos de l'OIM et de la POC

L'OIM est une organisation intergouvernementale comptant 165 États membres. Créée en 1951, l'OIM est la principale organisation intergouvernementale active sur la scène migratoire, qui vient de rejoindre le système des Nations unies. L'OIM s'efforce de promouvoir des migrations humaines et ordonnées dans l'intérêt de tous, de renforcer la coopération internationale en matière migratoire, de faciliter la recherche de solutions pratiques aux problèmes de migration, et enfin de fournir une aide humanitaire aux migrants dans le besoin. Depuis plus de 25 ans, l'OIM se penche sur les liens entre la migration, l'environnement et le changement climatique à travers des activités de recherche, de dialogue politique et d'opérations sur le terrain.

La POC est née d'une alliance entre des organisations non gouvernementales et des instituts de recherche, avec l'appui de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, le 10 juin 2014 à l'occasion de la Journée mondiale des océans. Elle regroupe plus de 70 organisations dont l'objectif est de valoriser l'expertise scientifique et de porter un plaidoyer sur les enjeux de l'océan et du climat auprès des politiques, des décideurs et du grand public. Les membres de la plateforme sont des organismes scientifiques, des universités, des institutions de recherche, des associations à but non lucratif, des fondations, des centres de science, des établissements publics et des associations d'entreprises, tous impliqués pour une meilleure prise en compte de l'océan dans les négociations climatiques.

Références

Australian Bureau of Meteorology and Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation

2014 *Climate Variability, Extremes and Change in the Western Tropical Pacific: New Science and Updated Country Reports 2014*. Pacific-Australia Climate Change Science and Adaptation Planning Program Technical Report. Melbourne, Australia.

Bell, J.D. et al.

2011 *Vulnerability of Tropical Pacific Fisheries and Aquaculture to Climate Change*. Secretariat of the Pacific Community, Noumea, New Caledonia.

Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

s.d. Page d'accueil. Disponible sur <http://unfccc.int/> (consulté le 27 octobre 2016).

Cournil, C. et F. Gemenne

2010 « Les populations insulaires face au changement climatique : des migrations à anticiper », *Vertigo. Revue électronique en sciences de l'environnement*, 10 (3).

Dasgupta, S. et al.

2007 The impact of sea level rise on developing countries: a comparative analysis. *Climatic Change*, 93 (3):379–388.

Foresight

2011 *Migration and Global Environmental Change*. Final Project Report. The Government Office for Science, London.

IOM

2014 *IOM Outlook on Migration, Environment and Climate Change*. IOM, Geneva.

Ionesco, D., D. Mokhnacheva et F. Gemenne

2016 *Atlas des migrations environnementales*. Presses de Sciences Po, Paris.

IPCC

- 2014 *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Working Group II Contribution to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [C.B. Field, V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea and L.L. White, eds.]. Cambridge University Press, Cambridge and New York.

Mathis, J.T. et al.

- 2015 Ocean acidification risk assessment for Alaska's fishery sector. *Progress in Oceanography*, 136:71–91.

Nicholls, R.J., et al.

- 2008 *Ranking Port Cities with High Exposure and Vulnerability to Climate Extremes: Exposure Estimates*. OECD Environment Working Paper 1. OECD Publishing, Paris.

Océan et Climat

- 2015 *Océan et Climat 2015 – Fiches scientifiques*. www.ocean-climate.org, 116 pages, octobre 2015.

Piguet, E. et F. Laczko (eds.)

- 2014 *People on the Move in a Changing Climate: The Regional Impact of Environmental Change on Migration*. Springer, Dordrecht, Heidelberg, New York, London.

Nations unies

- 2016 Après la signature « historique » de l'Accord sur le climat par 175 États, la « course contre la montre » de l'entrée en vigueur est lancée, déclare Ban Ki-moon. Couverture des réunions & communiqués de presse, 22 April [en ligne]. Disponible sur www.un.org/press/fr/2016/envdev1659.doc.htm

Pour plus d'informations sur les activités de l'OIM dans le domaine de la migration, l'environnement et les changements climatiques merci de vous rendre sur le portail des migrations environnementales www.environmentalmigration.iom.int/, sur le site Internet de l'OIM www.iom.int/migration-and-climate-change ou contacter :

Dina Ionesco

Chef de Division - Migration, Environnement et
Changement Climatique (OIM Genève)

E-mail: dionesco@iom.int

Daria Mokhnacheva

Spécialiste en Migration, Environnement et
Changement Climatique (OIM Genève)

E-mail: dmokhnacheva@iom.int

La Division Migration, Environnement et Changement Climatique, OIM Genève : mecchq@iom.int

Pour plus d'informations sur la Plateforme Océan et Climat merci de vous rendre sur le site
www.ocean-climate.org ou contacter :

Ludovic Frère Escoffier

Coordinateur de la Plateforme Océan et Climat

E-mail: secretariat@ocean-climate.org

